

LE BUDGET DE LA CAISSE DES ÉCOLES

2024-2025

1

Cette annexe a pour objectif de détailler et d'éclairer les données financières de la Caisse des Écoles du 20^e arrondissement. Dans un contexte économique marqué par une inflation persistante et des exigences accrues en matière de qualité et de durabilité alimentaire, il est primordial d'analyser avec précision l'évolution des recettes, des dépenses, des investissements et les perspectives budgétaires pour l'année 2025.

1. Contexte macro-économique et cadre réglementaire

Le contexte national et international depuis 2022 se caractérise par un niveau élevé d'inflation, particulièrement sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Alors que l'inflation globale tend à ralentir, une vigilance reste nécessaire sur les coûts des services et sur les effets de cette inflation sur le fonctionnement des services publics. La Ville de Paris, dans ses orientations budgétaires, a fixé des objectifs ambitieux en termes de transition écologique, de qualité alimentaire et d'amélioration des conditions de travail des agents, ce qui impacte directement le budget de la Caisse des Écoles.

2. Bilan financier de l'exercice 2024

Recettes et dépenses

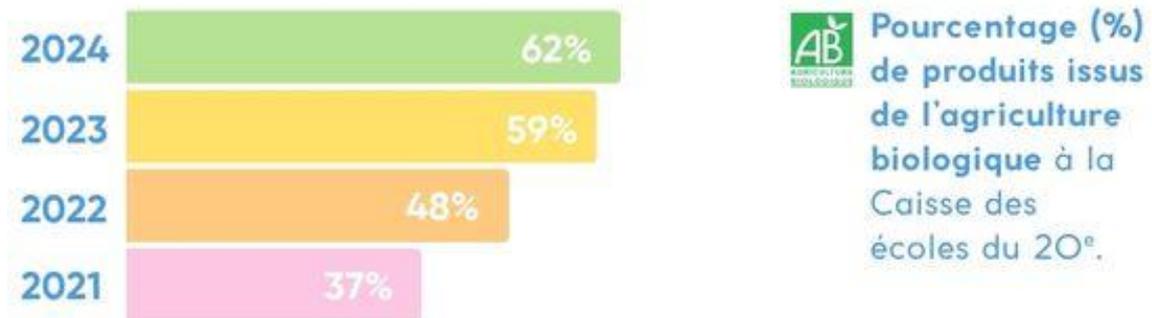
L'exercice 2024 affiche une dynamique financière positive avec des recettes totales de fonctionnement prévues à 20,49 millions d'€, en hausse de 10,6 % par rapport à 2023. Cette progression est portée par :

- Une augmentation de la subvention de la Ville de Paris de +11,5 %, atteignant environ 13,8 M€.
- Une hausse des recettes des familles (+8,1 %) grâce à une meilleure gestion des tarifs et au recouvrement.
- Une croissance significative des recettes France Agrimer liées aux produits bio (+38 %), en cohérence avec les objectifs du Plan d'Alimentation Durable (PAD).

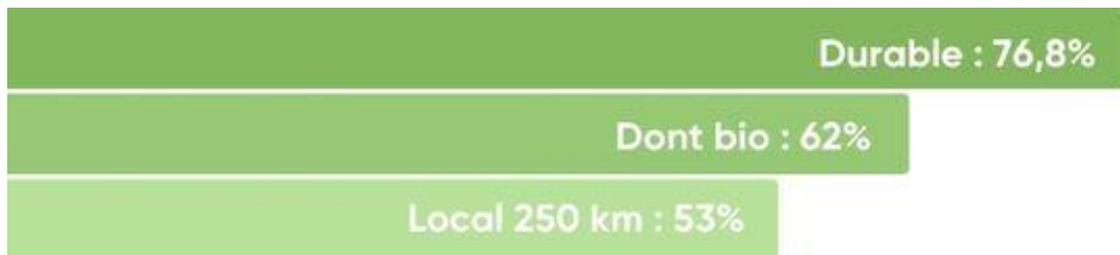
Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à environ 20,42 millions d'€, avec une hausse maîtrisée de +9 % par rapport à l'année précédente. Le résultat de fonctionnement 2024 dégage un excédent modeste de 45 277€, témoignant d'une gestion rigoureuse dans un contexte économique tendu.

Répartition des dépenses

La principale charge reste l'alimentation, représentant 69 % des dépenses totales, reflétant l'effort constant pour améliorer la qualité, notamment par la montée en gamme vers du bio, du local et des alternatives végétariennes.



Nos résultats PAD 2024



Les charges énergétiques (électricité, gaz) ont augmenté de 13 %, tandis que les dépenses de fournitures et d'entretien ont connu des hausses respectives de 29 % et 11 %. La formation des agents a également été renforcée, avec une progression des dépenses de 39 %, traduisant l'importance accordée à la professionnalisation.

Effectifs et masse salariale

Au 31 décembre 2024, la Caisse comptait 353 emplois budgétaires, dont 328 postes pourvus, répartis majoritairement en catégorie C (agents techniques et administratifs). La masse salariale s'élève à 10,88 millions d'€, en hausse de 6,4 % par rapport à 2023, impactée par :

- La revalorisation indiciaire (+5 points d'indice au 1er janvier 2024).
- L'augmentation des cotisations sociales (CNRACL et autres).
- L'augmentation du SMIC de 2 % en fin d'année 2024.
- Le recrutement de postes supplémentaires (gestionnaire RH, cuisinier).

En 2025, le budget Ressources Humaines est réévalué à 11 755 991 € pour permettre la mise en place du Régime Indemnitare depuis janvier.

3. Budget 2025 : orientations et prévisions

Subvention et dépenses

La subvention de la Ville de Paris pour 2025 est fixée à 14,78 millions d'€, soit une augmentation notable de 6,9 % par rapport à 2024. Cette hausse soutient notamment les efforts pour :

- La généralisation de l'alternative végétarienne.
- Le développement du fait-maison et des produits sous signes officiels de qualité (SIQO).
- La maîtrise des dépenses liées à la mise en place des barquettes inox.

Les dépenses de fonctionnement prévues s'établissent à 20,67 millions d'€, avec une augmentation modérée des dépenses alimentaires (6,13 millions €, +3,8 %), alignée sur la montée en qualité des produits.

Investissements

Les investissements, nécessaires au renouvellement et à la modernisation des équipements, sont estimés à environ 1 million d'€ pour 2025. Les priorités concernent notamment l'acquisition d'un tunnel de lavage pour les barquettes inox et le déploiement d'outils numériques dans les offices. La Caisse fait face à une contrainte financière forte, le niveau élevé des dépenses courant limitant sa capacité à autofinancer ces investissements sans subventions exceptionnelles.

Gestion des impayés et trésorerie

Le contrôle des impayés demeure un axe stratégique, avec des actions renforcées pour limiter les créances irrécouvrables. L'optimisation de la gestion de trésorerie, notamment via la dématérialisation des paiements, contribue à une meilleure prévisibilité financière.

A date le montant des impayés est de 210 513 € pour les mois de janvier et février.

Au cumulé, la Caisse des écoles enregistre un reste à recouvrer de 1 495 896 €.

4. Analyse détaillée des recettes

Les recettes de fonctionnement proviennent majoritairement :

- Des subventions publiques (Ville de Paris principalement).
- Des contributions des familles, dont la tarification est modulée selon le quotient familial. La répartition actuelle montre que 24 % des familles sont dans les tranches tarifaires basses (T1-T3), 51 % dans les tranches moyennes (T4-T6) et 25 % dans les tranches hautes (T7-T10).

Les subventions spécifiques (ex. France Agrimer, Plan alimentation durable) représentent un soutien financier ciblé, en progression constante (370 000 € en 2024).

5. Analyse détaillée des dépenses

La majorité des dépenses courantes concerne :

- L'alimentation : 69 % du budget, avec une attention particulière portée aux produits bio, locaux et de qualité, ainsi qu'à l'intégration d'alternatives végétariennes.
- Les charges énergétiques : impactées par la hausse des tarifs, elles représentent un poste important.
- Les fournitures et entretien : augmentation liée à la modernisation des équipements et aux normes sanitaires renforcées.
- Les frais de personnel, qui croissent dans le cadre des revalorisations salariales et des recrutements.

Les dépenses d'investissement, plus volatiles, ont été fortes en 2023 avec un effort important sur l'équipement, et sont en diminution en 2024 faute de subventions exceptionnelles. Le besoin d'investissement reste cependant important pour 2025.

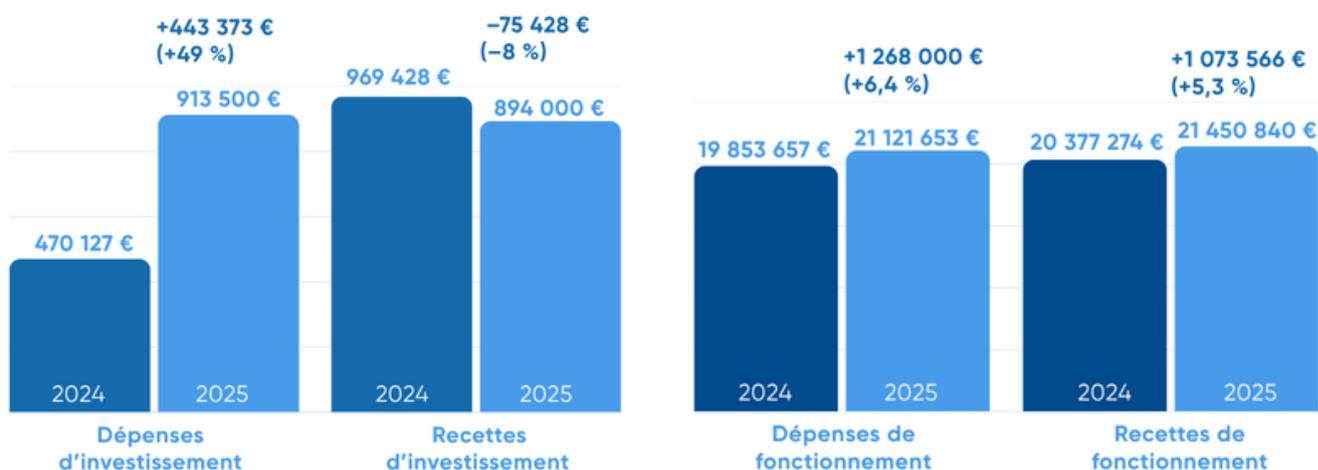
6. Perspectives et enjeux financiers 2025-2026

Le maintien du soutien financier de la Ville de Paris est crucial pour garantir la qualité du service et la réalisation des investissements nécessaires. La maîtrise des coûts dans un contexte inflationniste, notamment pour l'alimentation et l'énergie, est un défi permanent.

L'amélioration continue du recouvrement des recettes familiales, la lutte contre les impayés et l'optimisation des processus financiers sont des leviers essentiels pour préserver l'équilibre budgétaire.

L'intégration progressive des exigences du Plan d'Alimentation Durable implique une évolution des coûts, compensée par un pilotage rigoureux et une politique d'achat coordonnée et responsable.

Enfin, le développement des compétences et la stabilité des effectifs contribuent à une meilleure maîtrise des charges de personnel et à la qualité du service rendu.



Une gestion financière rigoureuse

L'analyse financière de la Caisse des Écoles du 20^e arrondissement démontre une gestion rigoureuse dans un contexte économique contraint, avec un engagement fort pour la qualité et la durabilité alimentaire. La montée en puissance des dépenses liées à l'amélioration des prestations, à la professionnalisation des équipes et à la transition écologique exige un pilotage fin et un dialogue budgétaire constant avec les partenaires institutionnels.

5

Les perspectives 2025 s'inscrivent dans la continuité des efforts, avec des orientations claires visant à maîtriser les coûts tout en consolidant les investissements indispensables pour pérenniser et améliorer le service public rendu aux enfants et familles du territoire.